UNION EUROPEENNE – DEMANDE D'INTERVENTION

Date de reception Cocation		1. Demandeur		Réservé à l'administration	
DROITS DE PROPRIÉTE INTELLECTUELLE Page	1	Nom*:	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		
DROTS DE PROPRIÉE INTELLECTUELLE		Adresse*:	dresse*:		
Summin FOR: 1 Summin TN: (1) Summin TN: (2) Summin TN: (3) Summin TN: (4) Summin TN: (4) Summin TN: (4) Summin TN: (4) Summin TN: (5) Summin TN: (6) Summin TN: (7) Summin TN: (7) Summin TN: (8) Summin TN: (9) Summin Sum		Localité*:			
Numéro TRK (c) Sar sende de familie de un réglement (LE) n' 60002013 Z'. Demandre au riveau de TUttion Demandre relative (CE) n' 60002013 Z'. Demandre au riveau de TUttion Demandre relative (CE) n' 60002013 Z'. Demandre au riveau de TUttion Demandre relative (CE) n' 60002013 Z'. Demandre au riveau de TUttion Demandre relative (CE) n' 60002013 Z'. Demandre au riveau de TUttion Demandre relative (CE) n' 60002013 Z'. Demandre au riveau de TUttion Demandre relative (CE) n' 60002013 Z'. Demandre au riveau de TUttion Demandre relative (CE) n' 60002013 Z'. Demandre au riveau de TUttion Demandre relative (CE) n' 60002013 Z'. Demandre au riveau n' 60002013 Z'. Demandre au riveau n' 60002013 Z'. Demandre au riveau de TUttion Demandre riveau n' 60002013 Z'. Demandre au riveau n' 60002013 Z'				DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	
Number 176 (Pc) Verando as one of laticle 6 ou Agigment (UE) or 608/2013 Z. Demando as investo as or request of Union Demando retrinoise (C) Portable (n) Portable (n) S. State du demando au nome de l'accident de propriete intellication pérgraphique ou le représentant de le production d'une indication géographique ou le représentant de le production d'une indication géographique ou le représentant de le production d'une indication géographique ou le représentant de le production d'une indication géographique ou le représentant de le production d'une indication géographique ou le représentant de le production d'une indication géographique ou le représentant de le production d'une indication géographique ou le représentant de le production d'une indication géographique ou le représentant de le production d'une indication géographique ou le représentant de le production d'une indication géographique ou le représentant de le confroit ou compétent pour catte indication géographique des confroit ou compétent pour catte indication géographique des confroits ou compétent pour catte indication géographique des courses d'une des courses de se des désires produits de l'une de l'une de confroit de course d'une indication géographique des courses gent de l'une des des des des des courses de l'une des courses de l'une des courses de se des des des des des des des de	SERVICE DOGRINER COMPETENT	L:		DEMANDE D'INTERVENTION DES AUTORITÉS DOUANIÈRES	
Summer national derregistrement (+) 2.7 Demondre au niveau de l'Union	_			au sens de l'article 6 du règlement (UE) n° 608/2013	
Demande nationale Demande nationale Demande nationale Demande nationale Demande nationale C. article 5, paragraphe 3) Possible (*) Possible (*) Demande nationale (cf. article 5, paragraphe 3) Possible (*) Possib	5	• •			
Demande nationale (cf. article 5, paragraphe 3)					
Fax: (+) Courter (-) Trublate du domandeur		Portable: (+)			
Som dut alse web:		Fax: (+)			
Statut du demandeur Groupment de producteurs d'une indication géographique ou le représentant de co groupment Groupment de producteurs d'une indication géographique Groupment de producteurs d'une indication géographique Groupment de particulaire d'une indication géographique Groupment de contrôle compétent pour cette indication géographique Groupment de contrôle compétent Groupment G		Courriel*:			
Persona ou entité autoritée à utiliser le droit de propriété	,	3*. Statut du demandeur Groupeme			
Pessonne ou eratifia autorisse à utiliser le droit de propriété intellectuelle Organisme de contrôle compétent pour cette indication géographique	<u>י</u>			nent de producteurs d'une indication géographique ou le représentant de	
Intelactualle Organisme de gestion collective des DPI Organisme de contrôle compétent pour cette indication géographique Organisme de défense professionnel Itulaire d'une licence exclusive couvrant deux ou plusieurs États membres	į			ement	
Organisme de gestion collective des DPI Organisme de contrôle compétent pour cette indication géographique Organisme de défense professionnel Titulaire d'une licence exclusive couvrant deux ou plusieurs États membres April 1 April 2 April 2 April 2 April 2 Addresso*: Localité*: Localité*: Code postil: Pays*: Téléphone: (+) Portable: (+) Fortable: (+) Fortable: (+) Barque nationale (NTM) Indication géographique/Appellation d'origine: Marque de trition européenne (EUTM) Dessin ou modèle national eurogistré (ITM) Dessin ou modèle national eurogistré (ITM) Dessin ou modèle national eurogistré (ITM) Dessin ou modèle communautaire europésité (ICD) Dessin ou modèle communautaire europésité (ICD) Dessin ou modèle international eurogistré (ICD) Dessin ou modèle international eurogistré (ICD) Dessin ou modèle international eurogistré (ICD) Dessin ou modèle communautaire europésité (ICD) Dessin ou modèle international eurogistré (ICD) Dessin ou modèle international eurogistré (ICD) Dessin ou modèle communautaire europésité (ICD) Dessin ou modèle international eurogistré (ICD) Dessin ou modèle international eurogistré (ICD) Dessin ou modèle communautaire europésité (ICD) Dessin ou modèle international eurogistré (ICD) Dessin ou modèle international europésité (ICD) Dessin ou modèle communautaire europésité (ICD) Dessin ou modèle communautaire europésité (ICD) Dessin ou modèle international europésité (ICD) Dessin ou modèle communautaire euro-europésité (ICD) Dessin ou modèle communautaire euro-europésité (ICD) Dout l'auteur et droit vision (INCPR) Nom commercial (INTN) Desvet prévu par le droit des louroin (INFT) Desvet prévu par le droit de l'Union (IVPT) Des		Personne ou entité autorisée à utiliser le droit de propriété)pérate	ur habilité à utiliser une indication géographique	
Organismo de deshoen protessionnal Organismo de defense protessionnal A Roprésentant qui présente la demande au nom du demandeur Société: Nom*: Adresse*: Code postal: Portable (+) Marque of Union européenne (EUTM) Marque internationale erregistrée (ITM) Dessin ou modèle communautaire enregistré (CDR) Dessin ou modèle national enregistré (CDR) Dessin ou modèle communautaire enregistré (CDR) Dessin ou modèle communautaire nerregistré (CDR) Dessin ou modèle communeutaire nerregistré (CDR) Dessin ou modèle		По)raanisr	me de contrôle compétent pour cette indication géographique	
A. Représentant qui présente la demande au nom du demandeur Société: Nom*: Adresse*: Localité*: Code postalc Pays*: Téléphone: (+) Portable: (+) Fax: (+) Marque nationale (NTM) Indication géographique/Appellation d'origine: Marque nationale enregistre (ITM) Dous les produits agricoles et les denrées alimentaires (CGIP) Marque internationale enregistre (ITM) Dous les produits agricoles et les denrées alimentaires (CGIP) Dous les produits agricoles et les denrées alimentaires (CGIP) Dous les produits agricoles et les denrées alimentaires (CGIP) Dous les produits agricoles et les denrées alimentaires (CGIP) Dous les produits agricoles et les denrées alimentaires (CGIP) Dous les produits agricoles et les denrées alimentaires (CGIR) Dossin ou modèle communataire enregistre (CDN) Dessin ou modèle communataire enregistre (CDN) Dessin ou modèle communataire non-enregistre (CDU) Dessin ou modèle communataire non-enregistre (CDU) Diessin ou modèle communataire non-enregistre (CDU) Dessin ou modèle communataire non-enregistre (CDU) Diessin ou modèle communataire non-enregistre (CDU) Diessin ou modèle communataire son-enregistre (CDU) Diessin ou modèle dans le des duraires en enre l'Union et des pays sers (CGIL) Droit d'auteur et droit voisin (NCPR) Protacion des obtentions végétales: Diessin et produits entre l'Union et des pays sers (CGIL) Droit d'auteur et droit voisin (NCPR) Diessin et produit semiconale (PVR) Diessin et produit semiconale (PVR) Continct (DUM) Droit d'auteur et droit voisin (NCPR) Diessin et roit voisin (NCPR) Diessin et card te d'union (PTT) Diess		☐ Organisme de gestion collective des DPI	rgarnor	no do controlo competent pour costo maioation geographique	
Societés: Nom*: Nom*: Addresses*: Localité*: Code postal: Pays*: Téléphone: (+) Portable: (+) Postable: (+) Pays*: Teléphone: (+) Potable: (+) Plantique internationale de l'union européenne (EUTM) Marque de l'Union européenne (EUTM) Marque de l'Union européenne (EUTM) Marque de l'Union européenne (EUTM) Dessin ou modèle nationale enregistré (CIN) Dessin ou modèle nationale enregistré (CIN) Dessin ou modèle communautaire enregistré (CDN) Dessin ou modèle communautaire enregistré (CDN) Dessin ou modèle communautaire rengestré (CDN) Dessin ou modèle communautaire non-enregistré (CDN) Dessin ou modèle communautaire rengestré (CDN) Dessin rendes des rengestré (CDN) Dessin rendes des rengestré (CDN) Dessin des autres rocalitée	į	☐ Organisme de défense professionnel ☐ Ti	itulaire	d'une licence exclusive couvrant deux ou plusieurs États membres	
Nom*: Adresse*; Code postate Peys*: Téléphone: (+) Portable: (+) Portabl					
Adresse": Localite": Localite": Localite": Code postal: Pays": Téléphone: (+) Pontable: (-) Pontable	1				
Localité*: Code postat: Pays*: Téléphone: (+) Portable: (+) Fix: (+) S*. Type de droit pour lequel la demande est introduite	į				
Code postal: Pays': Teléphone: (+) Portable: (+) Marque de d'Union européenne (EUTM)	ì				
Pays": Teléphone: (+) Portable: (+) Fortable: (+) Fortable					
Teiéphone: (+) Portable: (+)		•			
Portable: (+) Cax (+)		-			
Fax: (+) 5'. Type de droit pour lequel la demande est introduite Marque nationale (NTM)	1			□ Lo pouvoir du reprécentant a été joint	
5'. Type de droit pour lequel la demande est introduite Marque nationale (NTM)				Le pouvoir du representant à été joint	
Marque nationale (NTM)		* *			
Marque de l'Union européenne (EUTM)				Indication géographique/Appellation d'origine:	
Marque internationale enregistrée (ITM)					
Dessin ou modèle national enregistré (ND)					
Dessin ou modèle communautaire enregistré (CDR)					
Dessin et modèle international enregistré (ICD) Dessin ou modèle communautaire non-enregistré (CDU) Dessin ou modèle communautaire non-enregistré (CDU) Droit d'auteur et droit voisin (NCPR) Protection des obtentions végétales: nationales (NPVR) Topographie de produit semi-conducteur (NTSP) Desvet prévu par le droit de l'Union (IVPT) Depour les médicaments (SPCM) Devi les produits phytopharmaceutiques (SPCP) Brevet prévu par le droit de l'Union (IVPT) Depour les médicaments (SPCM) Depour les médicaments (SPCM) Depour les médicaments (SPCM) Des					
Dessin ou modèle communautaire non-enregistré (CDU) dénumerée dans les accords entre l'Union et des pays tiers (CGIL) Droit d'auteur et droit voisin (NCPR) Protection des obtentions végétales: Nom commercial (NTN) nationales (NPVR) Topographie de produit semi-conducteur (NTSP)					
Gnumerée dans les accords entre l'Union et des pays tiers (CGIL) Droit d'auteur et droit voisin (NCPR)					
Nom commercial (NTN)				☐ énumerée dans les accords entre l'Union et des pays tiers (CGIL)	
Nom commercial (NTN)		☐ Droit d'auteur et droit voisin (NCPR)		Protection des obtentions végétales:	
Topographie de produit semi-conducteur (NTSP)		☐ Nom commercial (NTN)		<u> </u>	
Brevet prévu par le droit de l'Union (UPT) pour les médicaments (SPCM) pour les produits phytopharmaceutiques (SPCP) 6°État membre ou, dans le cas d'une demande au niveau de l'Union, les États membres pour le(s)quel(s) l'intervention des autorités douanières est sollicitée TOUS LES ÉTATS		☐ Topographie de produit semi-conducteur (NTSP)			
Modèle d'utilité (NUM)		Brevet prévu par le droit national (NPT)		Certificat complémentaire de protection:	
6°État membre ou, dans le cas d'une demande au niveau de l'Union, les États membres pour le(s)quel(s) l'intervention des autorités douanières est sollicitée TOUS LES ÉTATS		☐Brevet prévu par le droit de l'Union (UPT)			
TOUS LES ÉTATS		Modèle d'utilité (NUM)			
MEMBRES LT LU HU MT NL AT PL PT RO SI SK FI SE UK 7. Représentant pour les aspects juridiques Société: Nom*: Adresse*: Localité*: Code postal: Pays*: Téléphone: (+) Portable: (+) Fax: (+) Courriel*: Nom du site web: 9. Dans le cadre d'une demande au niveau de l'Union, les coordonnées des représentants désignés pour les aspects juridiques et techniques sont reprises à l'article 26 du règlement (UE) n° 608/2013 (petits envois) dans le ou les État(s) membre(s) ci-après et, lorsque les autorités douanières le demandent, consens à prendre en charge les frais liés à la destruction des marchandises dans le cadre de cette procédure. TOUS LES ÉTATS BE BG CZ DK DE EE IE EL ES FR HR IT CY LV					
7. Représentant pour les aspects juridiques Société: Nom*: Adresse*: Localité*: Code postal: Pays*: Téléphone: (+) Portable: (+) Fax: (+) Courriel*: Nom du site web: 9. Dans le cadre d'une demande au niveau de l'Union, les coordonnées des représentants désignés pour les aspects juridiques et techniques sont reprises à l'annexe n° 10. Je demande l'application de la procédure visée à l'Article 26 du règlement (UE) n° 608/2013 (petits envois) dans le ou les État(s) membre(s) ci-après et, lorsque les autorités douanières le demandent, consens à prendre en charge les frais liés à la destruction des marchandises dans le cadre de cette procédure. TOUS LES ÉTATS BE BG CZ DK DE BE BG CZ DK DE BE BG BG BG CZ DK DE BE BG		H 1000 LL0 L1A10			
Société: Nom*: Adresse*: Localité*: Code postal: Pays*: Téléphone: (+) Portable: (+) Fax: (+) Courriel*: Nom du site web: 9. Dans le cadre d'une demande au niveau de l'Union, les coordonnées des représentants désignés pour les aspects juridiques et techniques sont reprises à l'annexe n° 10. Je demande l'application de la procédure visée à l'Article 26 du règlement (UE) n° 608/2013 (petits envois) dans le ou les État(s) membre(s) ci-après et, lorsque les autorités douanières le demandent, consens à prendre en charge les frais liés à la destruction des marchandises dans le cadre de cette procédure. TOUS LES ÉTATS BE BG CZ DK DE EE IE EL ES FR HR IT CY LV		— MEMBRES □LT □LU □HU □MT □	NL I		
Nom*: Adresse*: Localité*: Code postal: Pays*: Téléphone: (+) Portable: (+) Fax: (+) Courriel*: Nom du site web: 9. Dans le cadre d'une demande au niveau de l'Union, les coordonnées des représentants désignés pour les aspects juridiques et techniques sont reprises à l'annexe n° 10. Je demande l'application de la procédure visée à l'Article 26 du règlement (UE) n° 608/2013 (petits envois) dans le ou les État(s) membre(s) ci-après et, lorsque les autorités douanières le demandent, consens à prendre en charge les frais liés à la destruction des marchandises dans le cadre de cette procédure. TOUS LES ÉTATS BE BG CZ DK DE EE IE EL ES FR HR IT CY LV				· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	
Adresse*: Localité*: Code postal: Pays*: Téléphone: (+) Portable: (+) Fax: (+) Courriel*: Nom du site web: 9. Dans le cadre d'une demande au niveau de l'Union, les coordonnées des représentants désignés pour les aspects juridiques et techniques sont reprises à l'annexe n° 10. Je demande l'application de la procédure visée à l'Article 26 du règlement (UE) n° 608/2013 (petits envois) dans le ou les État(s) membre(s) ci-après et, lorsque les autorités douanières le demandent, consens à prendre en charge les frais liés à la destruction des marchandises dans le cadre de cette procédure. TOUS LES ÉTATS BE BG CZ DK DE EE IE EL ES FR HR IT CY LV					
Localité*: Code postal: Pays*: Téléphone: (+) Portable: (+) Fax: (+) Courriel*: Nom du site web: 9. Dans le cadre d'une demande au niveau de l'Union, les coordonnées des représentants désignés pour les aspects juridiques et techniques sont reprises à l'annexe n° 10. Je demande l'application de la procédure visée à l'Article 26 du règlement (UE) n° 608/2013 (petits envois) dans le ou les État(s) membre(s) ci-après et, lorsque les autorités douanières le demandent, consens à prendre en charge les frais liés à la destruction des marchandises dans le cadre de cette procédure. TOUS LES ÉTATS BE BG CZ DK DE EE IE EL ES FR HR IT CY LV					
Code postal: Pays*: Téléphone: (+) Portable: (+) Fax: (+) Courriel*: Nom du site web: 9. Dans le cadre d'une demande au niveau de l'Union, les coordonnées des représentants désignés pour les aspects juridiques et techniques sont reprises à l'annexe n° 10. Je demande l'application de la procédure visée à l'Article 26 du règlement (UE) n° 608/2013 (petits envois) dans le ou les État(s) membre(s) ci-après et, lorsque les autorités douanières le demandent, consens à prendre en charge les frais liés à la destruction des marchandises dans le cadre de cette procédure. TOUS LES ÉTATS BE BG CZ DK DE EE IE EL ES FR HR IT CY LV					
Pays*: Téléphone: (+) Portable: (+) Fax: (+) Courriel*: Nom du site web: 9. Dans le cadre d'une demande au niveau de l'Union, les coordonnées des représentants désignés pour les aspects juridiques et techniques sont reprises à l'annexe n° 10. Je demande l'application de la procédure visée à l'Article 26 du règlement (UE) n° 608/2013 (petits envois) dans le ou les État(s) membre(s) ci-après et, lorsque les autorités douanières le demandent, consens à prendre en charge les frais liés à la destruction des marchandises dans le cadre de cette procédure. TOUS LES ÉTATS BE BG CZ DK DE EE IE EL ES FR HR IT CY LV					
Téléphone: (+) Portable: (+) Fax: (+) Courriel*: Nom du site web: 9. Dans le cadre d'une demande au niveau de l'Union, les coordonnées des représentants désignés pour les aspects juridiques et techniques sont reprises à l'annexe n° 10. Je demande l'application de la procédure visée à l'Article 26 du règlement (UE) n° 608/2013 (petits envois) dans le ou les État(s) membre(s) ci-après et, lorsque les autorités douanières le demandent, consens à prendre en charge les frais liés à la destruction des marchandises dans le cadre de cette procédure. TOUS LES ÉTATS BE BG CZ DK DE EE IE EL ES FR HR IT CY LV		•		·	
Portable: (+) Fax: (+) Courriel*: Nom du site web: 9. Dans le cadre d'une demande au niveau de l'Union, les coordonnées des représentants désignés pour les aspects juridiques et techniques sont reprises à l'annexe n° 10. Je demande l'application de la procédure visée à l'Article 26 du règlement (UE) n° 608/2013 (petits envois) dans le ou les État(s) membre(s) ci-après et, lorsque les autorités douanières le demandent, consens à prendre en charge les frais liés à la destruction des marchandises dans le cadre de cette procédure. TOUS LES ÉTATS BE BG CZ DK DE EE EI ES FR HR IT CY LV					
Fax: (+) Courriel*: Nom du site web: 9. Dans le cadre d'une demande au niveau de l'Union, les coordonnées des représentants désignés pour les aspects juridiques et techniques sont reprises à l'annexe n° 10. Je demande l'application de la procédure visée à l'Article 26 du règlement (UE) n° 608/2013 (petits envois) dans le ou les État(s) membre(s) ci-après et, lorsque les autorités douanières le demandent, consens à prendre en charge les frais liés à la destruction des marchandises dans le cadre de cette procédure. TOUS LES ÉTATS BE BG CZ DK DE EE EL ES FR HR IT CY LV		,			
Courriel*: Nom du site web: 9. Dans le cadre d'une demande au niveau de l'Union, les coordonnées des représentants désignés pour les aspects juridiques et techniques sont reprises à l'annexe n° 10. Je demande l'application de la procédure visée à l'Article 26 du règlement (UE) n° 608/2013 (petits envois) dans le ou les État(s) membre(s) ci-après et, lorsque les autorités douanières le demandent, consens à prendre en charge les frais liés à la destruction des marchandises dans le cadre de cette procédure. TOUS LES ÉTATS BE BG CZ DK DE EE EL ES FR HR IT CY LV		• •			
Nom du site web: 9. Dans le cadre d'une demande au niveau de l'Union, les coordonnées des représentants désignés pour les aspects juridiques et techniques sont reprises à l'annexe n° 10. Je demande l'application de la procédure visée à l'Article 26 du règlement (UE) n° 608/2013 (petits envois) dans le ou les État(s) membre(s) ci-après et, lorsque les autorités douanières le demandent, consens à prendre en charge les frais liés à la destruction des marchandises dans le cadre de cette procédure. TOUS LES ÉTATS BE BG CZ DK DE EE DE ES FR HR DIT CY LV					
9. Dans le cadre d'une demande au niveau de l'Union, les coordonnées des représentants désignés pour les aspects juridiques et techniques sont reprises à l'annexe n° 10. Je demande l'application de la procédure visée à l'Article 26 du règlement (UE) n° 608/2013 (petits envois) dans le ou les État(s) membre(s) ci-après et, lorsque les autorités douanières le demandent, consens à prendre en charge les frais liés à la destruction des marchandises dans le cadre de cette procédure. TOUS LES ÉTATS BE BG CZ DK DE BE BG CZ DK DE BE BC		om du site web:			
l'annexe n° 10. Je demande l'application de la procédure visée à l'Article 26 du règlement (UE) n° 608/2013 (petits envois) dans le ou les État(s) membre(s) ci-après et, lorsque les autorités douanières le demandent, consens à prendre en charge les frais liés à la destruction des marchandises dans le cadre de cette procédure. TOUS LES ÉTATS BE BG CZ DK DE BE					
lorsque les autorités douanières le demandent, consens à prendre en charge les frais liés à la destruction des marchandises dans le cadre de cette procédure. TOUS LES ÉTATS BE BG CZ DK DE BE BE BE BE BC DE BE BC DE BE BC DE BC					
TOUS LES ÉTATS DE					
			_	·	
		H 1000 LL0 L1A10			

^{*} Ces champs sont obligatoires et doivent être remplis

				1	
11*. L	iste de droit(s) pour l	e(s)quel(s) la demande est intro	duite		
n°	Type de droit	Numéro de l'enregistrement	Date de l'enregistrement	Date d'expiration	Liste des produits auxquels le(s) droit(s) s'applique(nt)
	<u> </u>		J		, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,
- —	 				
	Pour plusieurs dr	oits voir annexe			☐ Traitement limité
			Marchandises authent	iques	
12*. C	escription détaillée d	des marchandises*			☐ Traitement limité
Droit I					- Transmont illinite
Descr	iption de la marchan	dise:			
NC ta	riff n°:				
Valeu	r douanière:				
Valeu	r marchande moyenr	ne au niveau européen:			
Valeu	r sur le marché natio	nale:			☐ Voir annexe jointe n°
		nctives des marchandises			☐ Traitement limité
	on sur la marchandis				☐ Traitement limite
		e.			
Descr	iption:				
					☐ Voir annexe jointe n°
14*. L	ieu de production				☐ Traitement limité
	•				- Haitement innite
Pays:					
Socié					
Adres	se:				
Locali	té:				
					☐ Voir annexe jointe n°
15*. S	ociétés impliquées				☐ Traitement limité
Rôle:					
Nom:					
Adres					
Locali	té:				
Code	postal:				
Pays:					☐ Voir annexe jointe n°
16*. C	Commerçants				☐ Traitement limité
Nom:					
Adres					
Locali					
	postal:				
Pays:					☐ Voir annexe jointe n°
17. ln	formations détaillées	sur le dédouanement des march	nandises et informations co	ncernant la distribi	ution
					☐ Voir annexe jointe n°
10 E	nballages				
					☐ Traitement limité
	iption de l'emballage				
	re d'articles par paqu				
Descr	iption (y compris cara	actéristiques distinctives):			
					☐ Voir annexe jointe n°
19. D	ocuments attachés				☐ Traitement limité
	de document:				in trailement innite
Descr	iption:				
					☐ Voir annexe iointe n°

Marchandises contrefa	aisantes
20. Description détaillée des marchandises	☐ Traitement limité
Droit PI n°:	
Description de la marchandise:	
NC tariff n°:	— Vol
Valeur minimale:	☐ Voir annexe jointe n°
21. Caractéristiques distinctives des marchandises	☐ Traitement limité
Position sur la marchandise: Description:	
Description.	
	☐ Voir annexe jointe n°
22. Lieu de production	☐ Traitement limité
Pays:	in trailement infinite
Société:	
Adresse:	
Localité:	
Code postal:	
'	☐ Voir annexe jointe n°
23. Sociétés impliquées	☐ Traitement limité
Rôle:	
Nom:	
Adresse:	
Localité:	
Code postal:	
Pays:	☐ Voir annexe jointe n°
24. Commerçants	☐ Traitement limité
Nom:	
Adresse:	
Localité:	
Code postal:	
Pays:	☐ Voir annexe jointe n°
25. Informations sur la distribution des marchandises	☐ Traitement limité
20. Informations sur la distribution des marchandises	Traitement innite
	☐ Voir annexe jointe n°
26. Emballages	☐ Traitement limité
Description de l'emballage:	
Nombre d'articles par paquet:	
Description (y compris caractéristiques distinctives):	
O7. Description of the shift	☐ Voir annexe jointe n°
27. Documents attachés	☐ Traitement limité
Type de document:	
Description:	
	☐ Voir annexe jointe n°

28. Informations supplémentaires		☐ Traitement limité
		☐ Voir annexe jointe n°
29. Engagements		
En signant, je m'engage à:		
	compétent qui a fait droit à la demande n'impo	orte quel changement dans les informations fournies dans cette
	nément à l'Article 15 du règlement (UE) n° 608	
• communiquer au service douanier compéte	nt qui a fait droit à la demande les mises à iou	r des informations mentionnées dans les points g), h) ou i) de
		ières pour analyser et évaluer le risque de violation du droit ou
droits de propriété intellectuelle en question o		
assumer la responsabilité selon les condition	ons fixées à l'article 28 du règlement (UE) n° 60	08/2013 et à en supporter les coûts visés à l'article 29 du
règlement précité.		
la accessa à ca avec la Commission avec é		d
Je consens a ce que la Commission europee	enne et les États membres puissent traiter les d	données fournies avec cette demande.
30*. Signature		
Date (JJ/MM/AAAA)	Signature du de	mandeur
Lieu	Nom (en lettres	majuscules)
Réservé à l'administration	(1.5)	
Décision des autorités douanières (en vertu de la	section 2 du reglement (UE) no 608/2013)	
Acceptation complète de la demande.		
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	PI faisant droit sont repris dans la liste jointe).	
Date d'adoption (JJ/MM/AAAA)	Signature et cachet	Service douanier compétent
Data d'avairation de la demande:		
Date d'expiration de la demande:	a nandant laqualla las autorités douaniéras doi	vent intervenir, devra être reçue par le service douanier
compétent au moins de 30 jours ouvrables		vent intervenii, devra ette reçue par le service dodamer
□ Rejet de la demande		
Rejet de la demande.		
La décision motivée de ce rejet partiel ou d	complet ainsi que les informations concernant l	a procédure de recours sont jointes au présent document.
Date (JJ/MM/AAAA)	Signature et cachet	Service douanier compétent
(00,	2.3	Coco doddinor competent

Protection des données à caractère personnel et base de données centrale pour le traitement des demandes d'intervention.

Lorsque la Commission européenne traite les données à caractère personnel contenues dans la présente demande d'intervention, elle applique les dispositions du règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données. Lorsque l'autorité douanière compétente d'un État membre traite les données à caractère personnel contenues dans la présente demande d'intervention, elle applique les dispositions nationales mettant en œuvre la directive 95/46/CE.

L'objectif du traitement des données à caractère personnel figurant dans la demande d'intervention est le contrôle, par les autorités douanières de l'Union, du respect des droits de propriété intellectuelle conformément au règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 concernant le contrôle, par les autorités douanières, du respect des droits de propriété intellectuelle. L'organe chargé du contrôle dans le cadre du traitement des données dans la base de données centrale est le service douanier national compétent auprès duquel la demande d'intervention a été introduite. La liste des services douaniers compétents est publiée sur le site web de la Commission à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/taxation_customs/customs/customs_controls/counterfeit_piracy/right_holders/index_fr.htn Les autorités douanières des États membres et la Commission peuvent avoir accès à toutes les données à caractère personnel figurant dans la présente demande au moyen d'un identifiant d'utilisateur et d'un mot de passe.

Les données à caractère personnel contenues dans ces informations qui relèvent du traitement limité pourront être consultées exclusivement par les autorités douanières des États membres, comme indiqué dans la case 6 de la demande, au moyen d'un identifiant d'utilisateur et d'un mot de passe. Conformément à l'article 22 du règlement (UE) n° 608/2013, sans préjudice des dispositions applicables concernant la protection des données dans l'Union et afin de contribuer à éliminer le commerce international des marchandises portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle, la Commission et les autorités douanières des États membres peuvent échanger avec les autorités compétentes des pays tiers certaines des données et informations à caractère personnel contenues dans la demande. Des réponses aux champs de données marqués d'un * et au moins à un des champs marqués d'un «+» doivent impérativement être fournies. Si ces données obligatoires font défaut, la demande sera rejetée. La personne concernée a le droit d'accéder aux données à caractère personnel la concernant qui seront traitées par l'intermédiaire de la base de données centrale et, le cas échéant, de rectifier, d'effacer ou de verrouiller les données à caractère personnel conformément au règlement (CE) n° 45/2001 ou aux législations nationales mettant en œuvre la directive 95/46/CE.

Toutes les demandes en vue d'exercer le droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de verrouillage sont adressées au service douanier compétent auprès duquel la demande a été introduite et sont examinées par ce dernier. La base juridique pour le traitement des données à caractère personnel en vue de faire respecter les droits de propriété intellectuelle est le règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 concernant le contrôle, par les autorités douanières, du respect des droits de propriété intellectuelle.

Les données à caractère personnel ne sont pas stockées pendant plus de six mois à compter de la date de révocation de la décision acceptant la demande ou de l'expiration de la période applicable pendant laquelle les autorités douanières peuvent intervenir. Le service douanier compétent détermine cette période lors de l'acceptation de la demande et cette dernière ne peut excéder un an à compter du jour suivant la date d'adoption de la décision acceptant la demande. Toutefois, lorsque les autorités douanières ont été informées de l'ouverture de procédures visant à déterminer s'il existe une éventuelle infraction liées aux marchandises figurant sur la demande, les données à caractère personnel sont conservées pendant six mois après la clôture des procédures.

En cas de conflit, les plaintes peuvent être adressées à l'autorité nationale compétente en matière de protection des données. Les coordonnées de ces autorités sont disponibles sur le site web de la Commission européenne, direction générale de la justice

(http://ec.europa.eu/justice/data-protection/bodies/authorities/eu/index_en.htm#h2-1). Lorsque la plainte porte sur le traitement des données à caractère personnel par la Commission européenne, elle doit être adressée au contrôleur européen de la protection des données (http://www.edps.europa.eu/EDPSWEB/).

UNION EUROPEENNE – DEMANDE D'INTERVENTION

	1. Demandeur		Réservé à l'administration	
2	l'annual de la companya de la compa		Date de réception	
	Adresse*:	dresse*:		
	Localité*:			
	Code postal:		DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	
	Pays*:		DEMANDE D'INTERVENTION DES AUTORITÉS DOUANIÈRES	
	Numéro EORI: (+)			
	Numéro TIN: (+)		au sens de l'article 6 du règlement (UE) n° 608/2013	
(Numéro national d'enregistrement: (+)		2*. Demande au niveau de l'Union	
ì	Téléphone: (+)		Demande nationale	
	Portable: (+) Fax: (+) Courriel*: Nom du site web: 3*. Statut du demandeur ☐ Titulaire du droit Groupeme ce grouper		Demande nationale (cf. article 5, paragraphe 3)	
ן נ				
۲ د د				
			nent de producteurs d'une indication géographique ou le représentant de ement	
;	_ nation of a disk		ur habilité à utiliser une indication géographique	
	intellectuelle	•		
ì	☐ Organisme de gestion collective des DPI	Organisn	me de contrôle compétent pour cette indication géographique	
	☐ Organisme de défense professionnel ☐	Titulaire	d'une licence exclusive couvrant deux ou plusieurs États membres	
i	Représentant qui présente la demande au nom du demandeur			
	Société:			
	Nom*:			
	Adresse*:			
	Localité*:			
	Code postal:			
	Pays*:			
2	Téléphone: (+)			
-	Portable: (+)		☐ Le pouvoir du représentant a été joint	
	Fax: (+)			
	5*. Type de droit pour lequel la demande est introduite			
	☑Marque nationale (NTM)		Indication géographique/Appellation d'origine:	
	Marque de l'Union européenne (EUTM)		pour les produits agricoles et les denrées alimentaires (CGIP)	
	☐ Marque internationale enregistrée (ITM)		pour le vin (CGIW)	
	Dessin ou modèle national enregistré (ND)		pour les boissons aromatisées à base de produits viti-vinicoles (CGIA)	
	Dessin ou modèle communautaire enregistré (CDR)		pour les boissons spiritueuses (CGIS)	
	☑ Dessin et modèle international enregistré (ICD) ☑ Dessin ou modèle communautaire non-enregistré (CDU)		pour les autres produits (NGI)	
			☐ énumerée dans les accords entre l'Union et des pays tiers (CGIL)	
	☐ Droit d'auteur et droit voisin (NCPR)		Protection des obtentions végétales:	
	□ Nom commercial (NTN)		nationales (NPVR)	
	☐ Topographie de produit semi-conducteur (NTSP)		communautaires (CPVR)	
	☐ Brevet prévu par le droit national (NPT)		Certificat complémentaire de protection:	
	☐Brevet prévu par le droit de l'Union (UPT)		pour les médicaments (SPCM) pour les produits phytopharmaceutiques (SPCP)	
	☐ Modèle d'utilité (NUM)			
	6*État membre ou, dans le cas d'une demande au niveau de l'Union, les	États me	embres pour le(s)quel(s) l'intervention des autorités douanières est sollicitée	
	_ 1000 LL0 L1A10		DEE DIE DEL DES DFR DHR DIT DCY DLV	
	□ MEMBRES □LT □LU □HU □MT □	□ _{NL} [□ _{AT} □ _{PL} □ _{PT} □ _{RO} □ _{SI} □ _{SK} □ _{FI} □ _{SE} □ _{UK}	
	7. Représentant pour les aspects juridiques		8. Représentant pour les aspects techniques	
	ociété:		Société:	
	Nom*:		Nom*:	
	Adresse*:		Adresse*:	
	Localité*:		Localité*:	
	Code postal:		Code postal:	
	Pays*:		Pays*:	
	Téléphone: (+)		Téléphone: (+)	
	Portable: (+)		Portable: (+) Fax: (+)	
	Fax: (+) Courriel*:		Fax: (+)	
	om du site web:		Courriel*: Nom du site web:	
	 Dans le cadre d'une demande au niveau de l'Union, les coordonnées des représentants désignés pour les aspects juridiques et techniques sont reprises à l'annexe n° 			
	10. Je demande l'application de la procédure visée à l'Article 26 du règlement (UE) n° 608/2013 (petits envois) dans le ou les État(s) membre(s) ci-après et, lorsque les autorités douanières le demandent, consens à prendre en charge les frais liés à la destruction des marchandises dans le cadre de cette procédure.			
		•		
	H 1000 LL3 L1A13		DAT DPL DPT DRO DSI DSK DFI DSE DUK	

^{*} Ces champs sont obligatoires et doivent être remplis

				1	
11*. L	iste de droit(s) pour l	e(s)quel(s) la demande est intro	duite		
n°	Type de droit	Numéro de l'enregistrement	Date de l'enregistrement	Date d'expiration	Liste des produits auxquels le(s) droit(s) s'applique(nt)
	<u> </u>		J		, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,
- —	 				
	Pour plusieurs dr	oits voir annexe			☐ Traitement limité
			Marchandises authent	iques	
12*. C	escription détaillée d	des marchandises*			☐ Traitement limité
Droit I					- Transmont illinite
Descr	iption de la marchan	dise:			
NC ta	riff n°:				
Valeu	r douanière:				
Valeu	r marchande moyenr	ne au niveau européen:			
Valeu	r sur le marché natio	nale:			☐ Voir annexe jointe n°
		nctives des marchandises			☐ Traitement limité
	on sur la marchandis				☐ Traitement limite
		e.			
Descr	iption:				
					☐ Voir annexe jointe n°
14*. L	ieu de production				☐ Traitement limité
	•				- Haitement innite
Pays:					
Socié					
Adres	se:				
Locali	té:				
					☐ Voir annexe jointe n°
15*. S	ociétés impliquées				☐ Traitement limité
Rôle:					
Nom:					
Adres					
Locali	té:				
Code	postal:				
Pays:					☐ Voir annexe jointe n°
16*. C	Commerçants				☐ Traitement limité
Nom:					
Adres					
Locali					
	postal:				
Pays:					☐ Voir annexe jointe n°
17. ln	formations détaillées	sur le dédouanement des march	nandises et informations co	ncernant la distribi	ution
					☐ Voir annexe jointe n°
10 E	nballages				
					☐ Traitement limité
	iption de l'emballage				
	re d'articles par paqu				
Descr	iption (y compris cara	actéristiques distinctives):			
					☐ Voir annexe jointe n°
19. D	ocuments attachés				☐ Traitement limité
	de document:				in trailement innite
Descr	iption:				
					☐ Voir annexe iointe n°

Marchandises contrefa	aisantes
20. Description détaillée des marchandises	☐ Traitement limité
Droit PI n°:	
Description de la marchandise:	
NC tariff n°:	— Vol
Valeur minimale:	☐ Voir annexe jointe n°
21. Caractéristiques distinctives des marchandises	☐ Traitement limité
Position sur la marchandise: Description:	
Description.	
	☐ Voir annexe jointe n°
22. Lieu de production	☐ Traitement limité
Pays:	in trailement infinite
Société:	
Adresse:	
Localité:	
Code postal:	
'	☐ Voir annexe jointe n°
23. Sociétés impliquées	☐ Traitement limité
Rôle:	
Nom:	
Adresse:	
Localité:	
Code postal:	
Pays:	☐ Voir annexe jointe n°
24. Commerçants	☐ Traitement limité
Nom:	
Adresse:	
Localité:	
Code postal:	
Pays:	☐ Voir annexe jointe n°
25. Informations sur la distribution des marchandises	☐ Traitement limité
20. Informations sur la distribution des marchandises	Traitement innite
	☐ Voir annexe jointe n°
26. Emballages	☐ Traitement limité
Description de l'emballage:	
Nombre d'articles par paquet:	
Description (y compris caractéristiques distinctives):	
O7. Description of the shift	☐ Voir annexe jointe n°
27. Documents attachés	☐ Traitement limité
Type de document:	
Description:	
	☐ Voir annexe jointe n°

28. Informations supplémentaires		☐ Traitement limité
		☐ Voir annexe jointe n°
29. Engagements		
En signant, je m'engage à:		
	compétent qui a fait droit à la demande n'impo	orte quel changement dans les informations fournies dans cette
	nément à l'Article 15 du règlement (UE) n° 608	
• communiquer au service douanier compéte	nt qui a fait droit à la demande les mises à iou	r des informations mentionnées dans les points g), h) ou i) de
		ières pour analyser et évaluer le risque de violation du droit ou
droits de propriété intellectuelle en question o		
assumer la responsabilité selon les condition	ons fixées à l'article 28 du règlement (UE) n° 60	08/2013 et à en supporter les coûts visés à l'article 29 du
règlement précité.		
la accessa à ca avec la Commission avec é		d
Je consens a ce que la Commission europee	enne et les États membres puissent traiter les d	données fournies avec cette demande.
30*. Signature		
Date (JJ/MM/AAAA)	Signature du de	mandeur
Lieu	Nom (en lettres	majuscules)
Réservé à l'administration	(1.5)	
Décision des autorités douanières (en vertu de la	section 2 du reglement (UE) no 608/2013)	
Acceptation complète de la demande.		
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	PI faisant droit sont repris dans la liste jointe).	
Date d'adoption (JJ/MM/AAAA)	Signature et cachet	Service douanier compétent
Data d'avairation de la demande:		
Date d'expiration de la demande:	a nandant laqualla las autorités douaniéras doi	vent intervenir, devra être reçue par le service douanier
compétent au moins de 30 jours ouvrables		vent intervenii, devra ette reçue par le service dodamer
□ Rejet de la demande		
Rejet de la demande.		
La décision motivée de ce rejet partiel ou d	complet ainsi que les informations concernant l	a procédure de recours sont jointes au présent document.
Date (JJ/MM/AAAA)	Signature et cachet	Service douanier compétent
(00,	2.3	Coco doddinor competent

Protection des données à caractère personnel et base de données centrale pour le traitement des demandes d'intervention.

Lorsque la Commission européenne traite les données à caractère personnel contenues dans la présente demande d'intervention, elle applique les dispositions du règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données. Lorsque l'autorité douanière compétente d'un État membre traite les données à caractère personnel contenues dans la présente demande d'intervention, elle applique les dispositions nationales mettant en œuvre la directive 95/46/CE.

L'objectif du traitement des données à caractère personnel figurant dans la demande d'intervention est le contrôle, par les autorités douanières de l'Union, du respect des droits de propriété intellectuelle conformément au règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 concernant le contrôle, par les autorités douanières, du respect des droits de propriété intellectuelle. L'organe chargé du contrôle dans le cadre du traitement des données dans la base de données centrale est le service douanier national compétent auprès duquel la demande d'intervention a été introduite. La liste des services douaniers compétents est publiée sur le site web de la Commission à l'adresse suivante: http://ec.europa.eu/taxation_customs/customs/customs_controls/counterfeit_piracy/right_holders/index_fr.htn Les autorités douanières des États membres et la Commission peuvent avoir accès à toutes les données à caractère personnel figurant dans la présente demande au moyen d'un identifiant d'utilisateur et d'un mot de passe.

Les données à caractère personnel contenues dans ces informations qui relèvent du traitement limité pourront être consultées exclusivement par les autorités douanières des États membres, comme indiqué dans la case 6 de la demande, au moyen d'un identifiant d'utilisateur et d'un mot de passe. Conformément à l'article 22 du règlement (UE) n° 608/2013, sans préjudice des dispositions applicables concernant la protection des données dans l'Union et afin de contribuer à éliminer le commerce international des marchandises portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle, la Commission et les autorités douanières des États membres peuvent échanger avec les autorités compétentes des pays tiers certaines des données et informations à caractère personnel contenues dans la demande. Des réponses aux champs de données marqués d'un * et au moins à un des champs marqués d'un «+» doivent impérativement être fournies. Si ces données obligatoires font défaut, la demande sera rejetée. La personne concernée a le droit d'accéder aux données à caractère personnel la concernant qui seront traitées par l'intermédiaire de la base de données centrale et, le cas échéant, de rectifier, d'effacer ou de verrouiller les données à caractère personnel conformément au règlement (CE) n° 45/2001 ou aux législations nationales mettant en œuvre la directive 95/46/CE.

Toutes les demandes en vue d'exercer le droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de verrouillage sont adressées au service douanier compétent auprès duquel la demande a été introduite et sont examinées par ce dernier. La base juridique pour le traitement des données à caractère personnel en vue de faire respecter les droits de propriété intellectuelle est le règlement (UE) n° 608/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 concernant le contrôle, par les autorités douanières, du respect des droits de propriété intellectuelle.

Les données à caractère personnel ne sont pas stockées pendant plus de six mois à compter de la date de révocation de la décision acceptant la demande ou de l'expiration de la période applicable pendant laquelle les autorités douanières peuvent intervenir. Le service douanier compétent détermine cette période lors de l'acceptation de la demande et cette dernière ne peut excéder un an à compter du jour suivant la date d'adoption de la décision acceptant la demande. Toutefois, lorsque les autorités douanières ont été informées de l'ouverture de procédures visant à déterminer s'il existe une éventuelle infraction liées aux marchandises figurant sur la demande, les données à caractère personnel sont conservées pendant six mois après la clôture des procédures.

En cas de conflit, les plaintes peuvent être adressées à l'autorité nationale compétente en matière de protection des données. Les coordonnées de ces autorités sont disponibles sur le site web de la Commission européenne, direction générale de la justice

(http://ec.europa.eu/justice/data-protection/bodies/authorities/eu/index_en.htm#h2-1). Lorsque la plainte porte sur le traitement des données à caractère personnel par la Commission européenne, elle doit être adressée au contrôleur européen de la protection des données (http://www.edps.europa.eu/EDPSWEB/).